

- connaissance du contexte mauritanien et du secteur de la santé en particulier ;
- mise en œuvre de l'appui institutionnel dans des programmes précédents de manière très satisfaisante et avec l'appréciation positive des bénéficiaires de l'action aux niveaux central et déconcentré.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une agence d'un autre État membre ou une entité dont les piliers ont été positivement évalués. La mise en œuvre par cette entité de remplacement serait justifiée en raison des critères suivants : expertise spécifique dans le secteur de la santé et en particulier de la mise en place d'un système de couverture santé universelle, capacité de mobiliser des équipes pluridisciplinaires et expérience en Mauritanie et dans la sous-région dans le secteur concerné.

4.4.3. Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre ou une organisation internationale

La composante 2 éducation de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une ou plusieurs entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission. Cette mise en œuvre implique la contribution à l'objectif, les résultats ainsi que les activités indicatives comme indiqué au point 3.1 et 3.2 de la composante 2 éducation. La sélection sera réalisée entre autres, sur la base des critères suivants :

- expertise et valeur ajoutée dans le secteur de l'éducation de base ;
- expertise spécifique en Mauritanie et/ou dans la sous-région dans le secteur de l'éducation de base ;
- capacité de mise en place des équipes multidisciplinaires avec la possible participation d'instituts de recherche et/ou d'expertise de l'administration européenne ;
- expertise et valeur ajoutée en appui institutionnelle et transfert de compétences dans les administrations de la Mauritanie et/ou de pays de l'Afrique occidentale dans le secteur de l'éducation de base.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique en termes de lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et en termes d'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et définie dans les documents contractuels pertinents.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement sur l'Europe dans le monde).